



EDGE

TRAINING & CONSULTING GROUP

RAPPORT MENSUEL DE SÉCURITÉ

Rapport de sécurité en Haïti juillet 2026

EDGE Training and Consulting Group

Fabrus Guillaume, fondateur et directeur général

● PERSONNES

● ACCÈS

● CONTINUITÉ

EDGE-TCG.COM

Synthèse

En juillet 2026, l'insécurité hors de Port-au-Prince a montré sa capacité à perturber des opérations à l'échelle nationale. Les violences et les déplacements dans l'Artibonite, les dangers persistants dans certaines zones de la capitale et le déploiement progressif d'une force internationale ont marqué le mois. EDGE examine les événements de juillet à partir d'un rapport de l'ONU daté du 14 juillet et de publications ultérieures. Les chiffres publiés après juillet sont présentés comme des bilans rétrospectifs.

 CONTEXTE OPÉRATIONS DÉCISIONS

Artibonite et déplacements

6 250

PERSONNES DÉPLACÉES

6 JUIL.

DÉBUT DES VIOLENCES

Selon un bilan publié par l'UNFPA en septembre, des violences commencées le 6 juillet à Dessalines et à Petite-Rivière, dans l'Artibonite, ont déplacé environ 6 250 personnes. Ce chiffre concerne cet épisode et ne constitue pas un total national. Dans les zones agricoles et de transit, des déplacements soudains modifient la circulation, augmentent la demande de soins et peuvent rendre un plan de mouvement caduc en quelques heures. [3]

Région de la capitale

613

MORTS

375

BLESSÉS

MARS-JUIL.

PÉRIODE CUMULÉE

Un rapport flash publié en août par le BINUH et le HCDH a documenté 613 morts et 375 blessés du 6 mars au 31 juillet à Cité Soleil et dans la Plaine du Cul-de-Sac. Il s'agit d'un cumul sur près de cinq mois et non du bilan du seul mois de juillet. Les rivalités entre groupes armés et les affrontements associés ont gravement touché les civils. Une appréciation générale de la ville ne suffit donc pas à juger la sécurité d'un quartier ou d'un trajet. [4]

Réponse sécuritaire

1 083

PERSONNES EN UNIFORME

8 JUIL.

DATE DE RÉFÉRENCE

Dans son rapport du 14 juillet, le Secrétaire général indique que la Force de répression des gangs a commencé ses opérations et accéléré son déploiement. Sa composante militaire comptait 1 083 personnes en uniforme au 8 juillet, après l'arrivée de plusieurs contingents, dont des éléments sri-lankais. Ce déploiement mérite d'être suivi, sans être interprété comme une garantie de sécurité sur des routes ou dans des localités précises. Les organisations doivent continuer leurs vérifications locales. [1]

Exposition opérationnelle

Les établissements et les fournisseurs subissent des risques liés : livraisons retardées, trajets domicile-travail incertains, références médicales interrompues, familles du personnel déplacées et accès réduit aux soins d'urgence. Un site peut rester ouvert sans que les équipes puissent s'y rendre sans danger. Il convient de distinguer la sécurité du site, celle des itinéraires et la situation personnelle du personnel. Toute réduction d'activité devrait suivre des priorités de service définies et être expliquée rapidement.

Toute réduction d'activité devrait suivre des priorités de service définies et être expliquée rapidement.

Protection et devoir de vigilance

72 H

FENÊTRE DE SOINS

Les déplacements accroissent le risque d'exploitation et de violence, notamment pour les femmes et les filles. L'UNFPA signale un accès limité aux soins pour les survivantes dans les 72 premières heures dans les zones touchées par les affrontements. Les organisations devraient répertorier des voies de référence confidentielles, protéger la vie privée et éviter de demander au personnel de sécurité de recueillir des récits détaillés des survivantes. [3]

Priorités pratiques

Avant un départ, confirmer l'itinéraire, l'accueil à destination, l'état du véhicule, le carburant et les communications; prévoir un lieu de repli et un contact d'escalade. Pour les établissements, estimer la durée de maintien des services essentiels sans réapprovisionnement et définir les effectifs minimaux. Pour les responsables, revoir chaque jour les restrictions d'accès, l'exposition du personnel et les quasi-incidents, puis ajuster les seuils de suspension.

Pour les responsables, revoir chaque jour les restrictions d'accès, l'exposition du personnel et les quasi-incidents, puis ajuster les seuils de suspension.

Analyse EDGE

L'enseignement de juillet est de préparer les interruptions. Un plan de contingence utile précise qui décide, quels faits déclenchent la mesure et comment informer le personnel et les patients. Il prévoit également la reprise des services après vérification de l'accès. Cette analyse de sources publiques sert à la planification et à la formation; elle ne remplace pas des informations locales actualisées ni une évaluation propre à chaque site.

Cette analyse de sources publiques sert à la planification et à la formation; elle ne remplace pas des informations locales actualisées ni une évaluation propre à chaque site.

Méthode et sources

Ce rapport porte sur juillet 2026 et utilise rétrospectivement des publications ultérieures. Les chiffres couvrent des zones et des périodes différentes et ne doivent pas être additionnés. EDGE n'a pas vérifié indépendamment chaque incident.

RÉFÉRENCES

[1] United Nations, Report of the Secretary-General on BINUH, S/2026/574, 14 July 2026:
<https://reliefweb.int/node/4223973>

[3] UNFPA Haiti, Situation Report on the Crisis in Haiti, July - August 2026, published 4 September 2026:
<https://haiti.unfpa.org/en/publications/situation-report-crisis-haiti-july-august-2entity26>

[4] BINUH and OHCHR, Flash Report on Gang Violence in Plaine du Cul-de-Sac and Cité Soleil, March - July 2026, published August 2026:
<https://binuh.unmissions.org/en/rapports-sur-la-situation-des-droits-de-lhomme>

FABRUS GUILLAUME

FONDATEUR ET DIRECTEUR GÉNÉRAL

Analyse de sources publiques destinée à la planification et à la formation.